l'Anticapitaliste
n°822 |12 novembre 2026 | 2 €
l'hebdo du NPA ~ L'ANTICAPITALISTE

ON NE VEUT PAS DES MIETTES, ON VEUT LA BOULANGERIE !



ON CONTINUE, ON AMPLIFIE !

ZOOM
Retour de la loi permis de tuer, raciste et autoritaire
Page 3

ARGUMENTS
Mérignac. Le CRA, un investissement dans l'enfermement des migrantEs
Page 5

LUTTER
Féminisme. Une vitrine vaut-elle plus qu'une femme ?
Page 6

CHAMP LIBRE
États-Unis. Entretien avec Dan La Botz, militant de Democratic Socialists of America (DSA)
Page 8

Édito

Teddy Riner, nouveau champion de la bourgeoisie

Par **STÉPHANE WAHA**

L'élection présidentielle de 2027 s'annonce comme un défilé des plus ambitieux que le capitalisme a su produire. Parmi les derniers candidats en date : Teddy Riner, quintuple champion olympique qui avait déjà exprimé sa satisfaction devant la politique de Nicolas Sarkozy ou d'Emmanuel Macron.
Teddy Riner n'est pas le premier sportif à envisager une carrière politique à droite. Il ne s'agit pas cette fois de viser un poste ministériel, mais bien la fonction suprême. Et pour cela, le judoka s'entoure d'anciens soutiens, ministres et conseillers de ses deux présidents préférés. Il se veut le nouveau champion d'une droite et d'un « centre » dont personne ne revendique l'héritage.
Sur le fond, rien ne change : « rétablissement de l'ordre » et baisse des cotisations sociales. Mais dans la forme, cela s'incarne, pour une fois, dans le corps d'un homme racisé dans la force de l'âge. Comme le député guadeloupéen Christian Baptiste le dit : *« Teddy Riner est guadeloupéen et noir »*.
On nous sert ici la même soupe que celle de Macron en 2016 (une candidature « ni de gauche ni de droite »), accompagnée d'un verre d'Obama cuvée 2012.
Il est pourtant clair que leurs politiques n'ont permis aucune émancipation, que ce soit de l'impérialisme occidental, de la surexploitation capitaliste des personnes racisées ou encore des crimes policiers.
C'est que le néolibéralisme, y compris dans sa version « capitalisme noir », n'est qu'une impasse vouée à s'effondrer sous le poids de ses propres contradictions.
Au moment où l'on observe cet effondrement en différents points du globe — autrement dit, en pleine fascisation —, la jeunesse se révolte en masse contre cette politique. Cela a déjà pu bénéficier électoralement à des personnes racisées, certes, en France comme aux États-Unis, mais sur une ligne politique en rupture avec cet ordre.
Comment, alors, ne pas voir dans la candidature de Teddy Riner une énième tentative de la bourgeoisie d'exclure la lutte de classe des débats présidentiels ?

À la Une

LUTTE DES CLASSES

Face aux miettes du gouvernement, un mouvement croissant pour prendre la boulangerie

Un croissant par semaine : voilà ce que le gouvernement nous jette pendant qu'il gave le patronat de milliards. Mais le mouvement social refuse de se contenter des miettes. Le 17 novembre, amplifions la mobilisation, la grève, l'auto-organisation : la boulangerie doit changer de mains !

À la suite d'une conférence sociale bidon, le gouvernement a annoncé ses mesures pour tenter de calmer le mouvement social, dans la droite ligne des « concessions » à la jeunesse mobilisée (quelques postes d'enseignantEs, des classes de seconde plafonnées à 28 élèves, 4 milliards prêtés aux régions pour les bâtiments et un Parcoursup rebaptisé en 2028) : des mesures dérisoires, qui ne permettent en rien de répondre aux urgences sociales et aux inégalités.

Un croissant par semaine

D'abord, une augmentation du Smic : au lieu des 1 % prévus en janvier, qui devaient à peine compenser l'inflation, nous aurons droit à 1,6 % dès décembre… Soit 5 euros supplémentaires par mois par rapport à la hausse automatique. Comme si ces 5 euros allaient nous permettre de remplir le frigo, de nous loger ou de nous déplacer !
Pour faire face à la vie chère, le gouvernement nous propose un croissant par semaine.
Le Premier ministre Lecornu a même le culot de nous dire qu'il ne faudrait pas mépriser cette augmentation, qu'elle n'est pas que symbolique. Il a raison sur un point : ce n'est pas un symbole, c'est du pur mépris.

Un crachat à la figure des travailleurEs

À cette belle mesure s'ajoutent la prolongation de la prime sur les carburants et le relèvement du plafond de défiscalisation des heures supplémentaires. Autrement dit : une aide ponctuelle plutôt qu'un salaire, et l'injonction à travailler plus pour gagner de quoi vivre. Au passage, l'État se prive de recettes et les patrons échappent à toute augmentation des salaires. Le message est clair : débrouillez-vous, mais sans toucher aux profits.
« De l'argent, il n'y en a pas », répètent le gouvernement et les grands médias. « On n'a que ces miettes à vous donner », voilà ce qu'entendent les millions de travailleurEs, pendant qu'on voit le gouvernement distribuer tout le reste aux plus riches : des milliards d'euros de déductions fiscales et 211 milliards d'aides publiques aux entreprises, selon le Sénat lui-même.



Franchir un cap dans la grève et l'auto-organisation

Le gouvernement ne compte manifestement ni répondre aux revendications ni améliorer les conditions de vie de millions de personnes. Il mise sur un essoufflement du mouvement qui ne vient pas. Tout au contraire : 1,6 million de personnes dans les rues jeudi 5 novembre, des blocages de lycées qui continuent malgré la répression, des manifestations massives tous les samedis.
Face à l'enfumage du gouvernement, il est urgent d'accélérer le rythme du mouvement, de franchir un cap dans la grève et l'auto-organisation. Car s'il y a des miettes, c'est qu'il y a une boulangerie derrière. À nous de la prendre.
La CGT, Solidaires et la FSU appellent à une nouvelle journée de grève et de manifestations le 17 novembre, dans la foulée de l'appel de l'intersyndicale de la fonction publique. Pour faire reculer le gouvernement, cette journée devra être encore plus massive, avec davantage de secteurs en grève et des taux de grévistes encore plus importants.
Dès maintenant, organisons des assemblées générales dans les entreprises, les services et les lieux d'études pour préparer la grève et discuter de sa reconduction. C'est en touchant aux profits qu'on pourra arracher de vraies avancées.

Contre l'État policier et son permis de tuer

La mobilisation du 14 novembre contre le permis de tuer est tout aussi importante. Si le gouvernement tient, c'est grâce à sa police, comme c'est le cas depuis le mouvement des Gilets jaunes. Elle emploie tous les moyens, légaux comme illégaux, pour réprimer le mouvement social. La proposition de loi n° 691 est une récompense accordée par le gouvernement aux syndicats policiers d'extrême droite. En instaurant une présomption de légalité des tirs, elle permettrait en pratique à la police d'agir en toute impunité. La police tue déjà aujourd'hui ; demain, elle pourra le faire sans même avoir à rendre des comptes.

Il est temps d'en finir avec Macron et son monde

Nous devons plus que jamais construire, partout où c'est possible, la grève et les mobilisations. Macron et Lecornu tiennent malgré leur impopularité, grâce à leur police et au soutien d'un patronat comblé de cadeaux. Pour avoir plus que des miettes, il faut qu'on prenne la boulangerie !

Martin Hache

Acturama









Photos Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

1,6 MILLION LE 5 NOVEMBRE, UNE MOBILISATION MASSIVE

Le 5 novembre, 1,6 million de personnes ont manifesté contre l'austérité et la vie chère à l'appel de l'intersyndicale, avec une grève significative. Le samedi 7, les manifestations, souvent interdites, ont encore été massives. Et la jeunesse continue les blocages, les manifs et les actions. Face à la répression et aux miettes du gouvernement, amplifions la mobilisation. Dans la rue et par la grève, imposons nos revendications ! Rendez-vous les samedis et le 17 novembre.

Bien dit

C'est extrêmement beau de voir l'espoir renaître dans la jeunesse, décidée à se réapproprier son avenir

Lors du meeting parisien du 4 novembre, Jo, des Jeunesses anticapitalistes du NPA-A, a exprimé la détermination d'une génération en lutte : *« On a passé notre vie à regarder le système capitaliste détruire la planète et les êtres vivants. Maintenant on a l'impression de n'avoir plus rien à perdre, on est simplement impatientEs de pouvoir penser et organiser une alternative radicale à ce système. »*
Lire notre article page 7.

ANTIRACISME

Retour de la loi permis de tuer, raciste et autoritaire

La macronie court après le fascisme en essayant de le doubler. Pour devancer l'examen de la loi dite «permis de tuer» dans la niche RN du 10 décembre, le gouvernement a décidé d'avancer son examen au Sénat au 19 novembre.

Cette loi reprend une revendication historique du RN et de Jean-Marie Le Pen. Portée pendant des années par une droite toujours plus radicalisée, elle a finalement été adoptée cet été en première lecture par l'Assemblée nationale, lors d'un vote forcé, avec le soutien du gouvernement et des députéEs macronistes. Une nouvelle étape dans la radicalisation du pseudo-centre.

Aggravation des tendances autoritaires de l'État

La commission des lois a classé sans suite une pétition de plus de 720 000 signatures opposée à cette loi, refusant qu'elle donne lieu à un débat dans l'hémicycle. Cette proposition de loi présente pourtant des dangers majeurs et son adoption marquerait un tournant dans la dérive autoritaire de l'État français, déjà bien disposé envers ses corps répressifs.

Sous Hollande, la loi du 28 février 2017 relative à la sécurité publique avait déjà été votée pour contenter les flics après l'attaque de Viry-Châtillon. Elle répondait à un emballement médiatique et à la colère de la corporation policière. Elle a étendu l'usage des armes lors des refus d'obtempérer, notamment pour des délits routiers.

Le bilan est terrible. De 1977 à 2020, en moyenne, 15 personnes étaient tuées chaque année par la police en France. Après une augmentation progressive, ce nombre est passé à une cinquantaine depuis 2021, quelques années après l'adoption de la loi. En 2024, 66 personnes ont été tuées lors d'interventions policières, dont 27 par arme à feu : un record depuis 1967 et à l'échelle européenne.

Mais il en faut encore davantage : c'est ce qu'apporte la loi dite de « présomption de légitime défense ». Elle renverse la charge de la preuve concernant l'usage des armes par la police : celle-ci est présumée dans son bon droit, et c'est aux victimes de démontrer que cet usage n'était pas légitime. Mais comment une personne morte pourrait-elle se défendre ? Ce sera à sa famille, qui aura appris son décès par la… police, d'apporter les preuves que la victime a été tuée de manière illégitime.

L'impunité officialisée

Avec la législation actuelle, les policiers accordent déjà leurs versions, falsifient des PV et mentent éhontément, sans être sanctionnés même lorsque les faits sont établis. Sans vidéo, la plupart des meurtres policiers ne font l'objet d'aucune enquête : une présomption de légitime défense de fait. Le procès ouvert le 9 novembre 2026 à Paris l'illustre : après avoir passé à tabac Michel Zecler le 21 novembre 2020, les policiers l'avaient accusé de les avoir frappés. Sans les images, c'est lui qui serait en prison aujourd'hui. Le racisme n'a pas été retenu par les juges d'instruction, malgré les insultes rapportées par quatre témoins et établies par la Défenseure des droits. La justice ajoute un affront à la violence : cette affaire d'État est jugée dans une salle de 50 places, excluant une partie des proches et reléguant la majorité des journalistes dans une salle annexe.



La nouvelle loi viendrait entériner cet état de fait. Elle permettrait à la police de tuer sans avoir à se justifier : un véritable permis de tuer. L'impunité policière, déjà érigée en dogme au sein de l'État français, tous gouvernements confondus, serait ainsi encore renforcée légalement.

Un pouvoir discrétionnaire et racialisé

Cette loi donne à la police un pouvoir démesuré et discrétionnaire, dont l'exercice sera racialisé. Déjà cibles privilégiées de la police, les personnes racisées seront davantage présumées coupables et auront encore plus de difficultés à contester la légitime défense invoquée par les policiers. Le consensus raciste en France accorde déjà le bénéfice du doute aux versions policières.

Autoritaire, raciste et dangereuse, cette loi ne doit pas passer. Le collectif Save (Stop aux violences d'État) a lancé une campagne soutenue par le NPA-l'Anticapitaliste pour mobiliser contre ce texte. Un large appel commun invite à manifester le 14 novembre, puis à se rassembler devant le Sénat au moment du vote.

Édouard Soulier

No comment

Israël ne contrôle pas la météo

Voici ce qu'a publié le compte officiel de l'État d'Israël sur X, alors que les inondations submergent les campements de Gaza. L'occupant ne déclenche peut-être pas la pluie, mais après avoir détruit les habitations et déplacé les populations, il entrave la reconstruction et l'entrée des secours pendant que des familles tentent de sauver leurs enfants, leurs couvertures, leurs derniers vêtements de la boue. Plus de 150 000 tentes attendent hors de Gaza. L'ONU réclame en vain les autorisations israéliennes pour acheminer des abris et des pompes. La pluie est naturelle, pas la catastrophe qu'elle provoque, qui est la continuation du génocide.

Agenda

Samedi 14 novembre, fête anticapitaliste, Limoges (87). Dès 15 h, salle Édouard-Detaille. 15 h 30 – *Mobilisations lycéennes et sociales*, 16 h 30 – *Le capitalisme mène-t-il au fascisme ?* **avec Romaric Godin**, 21 h – Soirée Hip-Hop **avec Mantis**. Entrée libre.

Samedi 14 novembre, marche nationale «Non au permis de tuer», Paris (75). Rendez-vous samedi 14 novembre dans la rue et le 19 devant le Sénat.

Samedi 14 novembre, débat du NPA-A 42 : *«Quelles suites pour la révolte ? Quelle campagne pour le vote Mélenchon quand on est plus à gauche que lui ?»*, Montbrison (42). À 17 h 30 à La BIM, 2 Rue de Feurs à Montbrison.

Lundi 16 novembre, Centre d'études marxistes *«Quand la gauche était au pouvoir : de l'enthousiasme à la désillusion 1981-1986»* avec Hélène Adam et Léon Crémieux, Montreuil (93). À 19 h, 2 rue Richard-Lenoir, métro Robespierre.

Mardi 17 novembre, assemblée ouverte : *«Battre l'extrême droite dans la rue et dans les urnes»*, Montpellier (34). À 18 h 30, à La Carmagnole, 10, rue de la Palissade.

Mercredi 18 novembre, réunion publique du NPA-A *«De la mobilisation des jeunes… à la grève générale»*, Toulouse (31). À 19 h, salle Ossète, 6, rue Pélissier.

Jeudi 19 novembre, réunion publique du NPA-A *«Pour une révolution écosocialiste»*, avec Christine Poupin, Poitiers (86). À 20 h, salle Rimbaud.

Samedi 21 novembre, Fête du NPA-A 35, avec Christine Poupin, Rennes (35). À partir de 15 h 30 au Carrefour 18, métro Henri-Fréville. Prix libre.

Mercredi 25 novembre, journée internationale contre les violences faites aux femmes.

Pour annoncer un événement : agenda@npa-lanticapitaliste.org

ÉCOLOGIE

COP31 : le climat à crédit

À Antalya, la COP31 entame sa deuxième semaine après les discours des chefs d'État. Derrière les promesses, une même logique : faire payer au Sud et aux générations futures une dette que le Nord refuse de reconnaître.

Depuis le 9 novembre, près de 200 États sont réunis à Antalya, en Turquie. Les 11 et 12, les chefs d'État ont défilé : quelques minutes de discours chacun, des annonces volontaires, rien de contraignant. Place aux ministres, jusqu'au 20 novembre, qui visent l'adoption d'un mécanisme de transition juste, mais aussi un pacte sur la finance pour l'adaptation et le lancement du deuxième bilan mondial (faisant le point sur l'avancement de l'accord de Paris de 2015). Mais l'essentiel est écrit : la présidence australienne des négociations veut un texte final qui reconnaisse que le dépassement de 1,5 °C est inévitable.

1,5 °C, une dette envers le futur

Ce seuil n'avait rien de symbolique : c'est la limite de survie de nombreux États insulaires. Le franchir, c'est contracter une dette envers les générations futures, qui hériteront des mers montantes et des canicules. Un an après une COP30 dont le texte final ne mentionnait même pas les énergies fossiles, l'aveu d'échec devient un élément de langage. Les États-Unis, premier pollueur historique, ont quitté l'accord de Paris et engagé leur sortie de la Convention climat.

Le Nord prête, le Sud rembourse

Le Nord doit au Sud une dette écologique accumulée depuis la colonisation : sa prospérité s'est bâtie sur le pillage des ressources, le charbon et le pétrole. Pourtant, c'est le Sud qui s'endette. Selon Oxfam et CARE, près des deux tiers de la « finance climat » sont des prêts. Pour 5 dollars prêtés, le Sud en rembourse 7, soit 42 % de « profit » pour les créanciers. Les pays riches revendiquent 116 milliards de dollars de financements climatiques en 2022 ; la valeur réelle serait de 28 à 35 milliards. La France ? Parmi les premiers prêteurs : en 2017-2018, 97 % de sa finance climat bilatérale passait par des prêts et instruments hors dons. La dette devient un outil néocolonial, qui pousse les pays endettés à exporter toujours plus de fossiles et de minerais pour rembourser toutes sortes de prêts.



Égalité de papier

À la COP, tout se décide au consensus : sur le papier, la Chine pèse autant que le Vanuatu. C'est lui qui, porté par des étudiantEs du Pacifique, a arraché en 2025 un avis historique de la Cour internationale de justice : les États ont l'obligation juridique de réduire leurs émissions. Mais l'égalité formelle masque l'inégalité réelle. À la COP30, 1 602 lobbyistes fossiles étaient accréditéEs, unE participantE sur 25 ; la délégation française comptait 22 représentantEs de l'industrie, dont le PDG de TotalEnergies lui-même, accrédité par l'État. La seule avancée sur la sortie des fossiles s'est faite hors COP, lors de la première conférence internationale sur la sortie des énergies fossiles à Santa Marta, en avril, avec 57 États.

Annuler la dette, pas le futur

Le capitalisme vert vendu en tribune déplace la destruction vers les mines du Sud sans toucher à l'accumulation. Pas d'issue sans rompre avec la croissance : socialiser l'énergie, l'eau et les transports, réduire le temps de travail, produire pour les besoins. Exigeons des dons et non des prêts, l'annulation des dettes du Sud et des réparations financées par les profits fossiles. La dette climatique, ce sont les pollueurs qui la doivent, pas les peuples.

Ruli, Commission nationale écologie

Plus d'articles, plus d'actus, des vidéos, des analyses et des émissions sur
l'Anticapitaliste.org

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction : redaction@lanticapitaliste.org

Diffusion : diffusion@lanticapitaliste.org

Administration : 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN : 2269-3696

Commission paritaire : 1225-C-93922

Société éditrice : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication. SARL au capital de 3500 € (durée 60 ans).

Tirage : 1800 exemplaires

Directrice de publication : Penelope Duggan

Secrétaire de rédaction : Olivier Lek Lafferrière

Graphisme : Ambre Bragard

Impression : Rotographie, Montreuil-sous-Bois Tél. : 01 48 70 42 21 Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

SAHARA OCCIDENTAL

Le peuple sahraoui sacrifié aux alliances impérialistes

Le Conseil de sécurité de l'ONU a mis un terme à la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso), occupé à 80 % par le Maroc. Le droit démocratique du peuple sahraoui à l'autodétermination et à l'indépendance n'en finit pas d'être violé par le royaume chérifien et les puissances impérialistes, dont la France, qui le soutiennent.

La question du Sahara occidental vient à nouveau d'être discutée à l'ONU, à propos du renouvellement du mandat de la Minurso qui s'achevait le 31 octobre. Un renouvellement que réclamait le Front Polisario qui, après avoir lutté contre l'occupation espagnole, lutte depuis 1975 contre l'annexion du territoire sahraoui par le Maroc. Un territoire inscrit sur la liste des territoires non autonomes des Nations unies, restant à décoloniser.

La Minurso a été créée en 1991 pour surveiller le cessez-le-feu conclu alors et contribuer à l'organisation du référendum d'autodétermination prévu par le plan de règlement approuvé à cette date par le Conseil de sécurité de l'ONU mais aussi par le Polisario et le Maroc. Mais Rabat a tout fait pour empêcher la tenue de ce référendum : manœuvres diplomatiques, « marocanisation » du Sahara occidental, expulsions, répression brutale du peuple sahraoui dont une large partie (plus de 170 000 personnes) a dû trouver refuge dans des camps en Algérie.

Impuissance diplomatique et complicités impérialistes

Faute de consensus au Conseil de sécurité, la Minurso n'a pas été prolongée cette année. La résolution de renouvellement proposée par les États-Unis — soutenue notamment par la France — supprimait toute mention du référendum et transformait la mission de l'ONU en instrument de mise en œuvre du plan marocain de soi-disant autonomie du Sahara occidental : une « autonomie »… sous souveraineté marocaine ! Veto de la Russie qui a proposé une résolution alternative de renouvellement de la Minurso, accueillie par un veto étatsunien…

Bien que la résolution qui lui était favorable n'ait pas pu être adoptée, Rabat, fort du soutien des impérialismes occidentaux, compte bien utiliser à son profit le départ des observateurEs et militaires onusiens. Le cabinet royal a immédiatement réagi en déclarant que *« le processus onusien* […] *n'a plus lieu d'être »* et que la Minurso, *« héritée d'un contexte anachronique et révolu »*, doit partir au plus vite. Avec l'intention à peine cachée d'en prendre la place et de poursuivre et consolider sa colonisation. Dans son article du 5 novembre, *Jeune Afrique*, qui rappelle que les Forces armées royales (FAR) n'ont jamais cessé de mener des opérations dans les 20 % du Sahara occidental contrôlés par le Polisario, n'exclut plus — citant des sources proches des FAR — *« un redéploiement durable* [de l'armée marocaine], *avec de nouvelles positions militaires au-delà du mur »* qui sépare en deux le Sahara occidental.

La solidarité internationale, question de vie ou de mort

Le Polisario, compte tenu du rapport de forces militaire, mise aujourd'hui sur le terrain diplomatique. Mais même le rapport de forces sur ce terrain lui est défavorable. Après les États-Unis, ce sont l'État espagnol puis la France, en 2024, qui ont soutenu le plan marocain dit d'autonomie, s'en faisant même les avocats auprès du Conseil de sécurité qui, l'an dernier, l'a adopté, sans aucun vote contre, comme base de règlement du conflit.

Le peuple sahraoui n'en résiste pas moins, inlassablement. Mais sa résistance a besoin d'une puissante mobilisation de solidarité internationale, qui lui manque cruellement aujourd'hui, pour arracher son droit à exister.

Louis Harel

ALBANIE

Des flamants roses à la révolte de la jeunesse

Né de la défense du littoral, le « mouvement des flamants roses » s'est étendu à une contestation politique et sociale portée par la jeunesse.



DR

Depuis le mois de mai 2026, la « révolution des flamants roses » mobilise une partie importante de la population albanaise contre des projets touristiques de luxe associés à Jared Kushner, gendre de Donald Trump.

Tout commence avec les flamants roses

Les flamants roses de la lagune adriatique symbolisent la lutte contre la privatisation du littoral et la destruction des écosystèmes. Le mouvement s'étend vite au-delà de la question environnementale : les manifestantEs dénoncent la corruption et réclament davantage de justice sociale. *« L'Albanie n'est pas à vendre »* devient l'un des mots d'ordre du mouvement.

La jeunesse sort dans la rue

Le 13 octobre dernier, des centaines d'étudiantEs se rassemblent à Tirana, la capitale, et dénoncent leurs conditions d'études et de vie. La mobilisation gagne plusieurs villes et des lycéenNEs et des enseignantEs la rejoignent. Le mouvement de la jeunesse converge alors avec celui des « flamants roses », notamment autour d'une revendication : la démission du Premier ministre Edi Rama — dirigeant du Parti socialiste d'Albanie et vice-président de l'Internationale socialiste.

Les manifestations sont marquées par des affrontements : des groupes prennent pour cible des lieux de pouvoir et des banques, tandis que la police réprime durement.

« Une bouillie de capitalisme et de communisme totalitaire »

Le Parti démocratique de Sali Berisha tente de profiter de la situation, mais un grand nombre de manifestantEs s'y opposent. Le slogan *« Rama en prison, Berisha en prison ! »* exprime un rejet des deux partis qui se partagent la vie politique du pays. Des appels à une transformation du système politique et à la création d'assemblées citoyennes émergent, sans qu'une alternative structurée se soit encore imposée.

La dictature d'Enver Hoxha, qui se réclamait du communisme, a certes durablement discrédité les idées d'émancipation. Mais les espoirs de liberté et de prospérité suscités par sa chute ont été largement déçus. La jeunesse se heurte aujourd'hui aux inégalités et au clientélisme. Rejn, une étudiante interrogée par *Reporterre*, décrit ainsi le régime actuel comme *« une bouillie de capitalisme et de communisme totalitaire »*.

Un régime fébrile et répressif

Alors que la répression est forte, Edi Rama soutient ouvertement les forces de police, en annonçant une hausse de leurs salaires et de leurs primes. Il menace en outre de priver les étudiantEs mobiliséEs de bourses et d'aides sociales, et veut faire supporter le coût des dégradations aux parents des mineurEs. Il souhaite aussi suspendre les enseignantEs qui inciteraient aux manifestations.

Environ 320 personnes ont été arrêtées à Tirana selon la presse, dont une quarantaine de mineurEs. Le bilan des blesséEs reste incertain, mais des collectifs en recensent plus d'une centaine depuis la mi-octobre.

Le chantage à l'adhésion européenne

L'adhésion de l'Albanie à l'Union européenne occupe une place centrale dans la stratégie d'Edi Rama. Il accuse les manifestantEs de servir des forces étrangères qui voudraient compromettre l'adhésion.

En revendiquant le droit à des études accessibles et à des conditions de vie dignes, la jeunesse albanaise conteste un système politique et économique marqué par les inégalités et la corruption. Sa mobilisation pose la question d'une transformation profonde du régime et de la société, voire du système capitaliste, et peut favoriser des convergences avec les luttes des jeunesses mobilisées ailleurs en Europe.

L'avenir de l'Albanie, au sein de l'Union européenne ou en dehors — ce sera aux AlbanaisEs de décider —, appartient à celles et ceux qui y vivent et se mobilisent.

Article du Collectif anticapitaliste albanais (KASh) pour Marx21.ch, synthétisé par la commission Europe du NPA-A

À lire sur le site

RDC : une région détruite par une entreprise française, par Paul Martial

SOLIDARITÉ

Un convoi pour l'Ukraine

Le NPA-l'Anticapitaliste soutient le Convoi international de solidarité avec le peuple ukrainien qui va partir très bientôt. Avec sa permission, nous publions ici la présentation qu'en fait Bernard Dreano, co-porte-parole du RESU-France.

L'Ukraine est entrée dans un hiver de glace et de sang. Tenu en échec sur le front, Poutine s'efforce de faire craquer la population ukrainienne en multipliant les bombardements des infrastructures civiles et des villes. Pour cela, il profite du soutien de Trump, plus explicite que jamais (ouvertures diplomatiques et économiques envers la Russie, sabotage de la défense antiaérienne ukrainienne, etc.).

Un convoi international de solidarité

C'est dans ce contexte que le Réseau international de soutien à l'Ukraine (RESU) organise un Convoi international de solidarité qui va se dérouler du 21 novembre au début décembre. Cette initiative a été initialement lancée depuis la Catalogne, avec un appui associatif, politique (gauche catalane puis soutien de la collectivité régionale, la Generalitat) et syndical (l'UGT Catalogne). Plusieurs syndicats ou confédérations syndicales sont parties prenantes du convoi (par exemple le syndicat des infirmierEs d'Irlande, plusieurs syndicats ou fédérations britanniques, notamment en Écosse…) ou ont manifesté leur solidarité de principe comme les deux confédérations belges CSC et FGTB, l'Union des syndicats suisses, des syndicats norvégiens, italiens, et même des États-Unis, d'Australie ou du Brésil… Cependant, si plusieurs syndicats ukrainiens indépendants ou fédérés participent à l'accueil du convoi, la confédération KVPU n'est pas – à ce stade – partie prenante, tandis que l'autre confédération FPU est engagée principalement à travers sa fédération du bâtiment.

Diverses associations ou mouvements se sont joints au convoi, ou profitent de l'initiative pour concrétiser un épisode de leurs campagnes (démarrées avant ce convoi et se prolongeant ensuite). Par exemple, le collectif belge Steun Oekraïens Verzet, qui envoie des camions d'extincteurs en Ukraine, va en joindre un à ce convoi ; même chose pour le minibus pour les colonies de vacances pour enfants envoyé par les syndicats écossais, les (petits) générateurs envoyés notamment pour les établissements de santé via le syndicat ukrainien des infirmierEs indépendantEs Soyons comme nous sommes (cette campagne va être relancée en France), les actions de soutien aux métallos de Kryvyï Rih, aux syndicats de cheminotEs, ou aux collectifs de solidarité antiautoritaires.



Un passage en France le 22 novembre

En France, le RESU-France, très engagé dans de nombreuses autres activités (parrainages municipaux de prisonnierEs civilEs ukrainienNEs en Russie, campagne générateurs, soutien aux Russes antiguerre…), n'a pas été à l'origine de ce convoi, ni la large Intersyndicale française sur l'Ukraine, également investie dans la solidarité concrète avec des convois réguliers réalisés. Toutefois l'itinéraire « sud » du convoi va passer par Lyon le 22 novembre, où il sera accueilli, puis sera également salué à Strasbourg par des députéEs européenNEs, de La France insoumise, des Verts (français, luxembourgeois, belges, néerlandais), de la Gauche nordique… avant de rejoindre Munich puis Cracovie. L'autre itinéraire « centre » partant d'Écosse fera étape à Bruxelles le 22 novembre, avant de rejoindre Berlin puis Varsovie…

Dans des endroits où la solidarité avec l'Ukraine, et en particulier avec les mouvements progressistes ukrainiens, n'était pas très affirmée, il est significatif de constater que des mobilisations ont lieu comme en Italie (avec un convoi « sud-II » Lecce-Milan-Zurich), à Vienne ou en Allemagne (Berlin, Dresde…) avec des militantEs du parti de gauche Die Linke notamment.

Bernard Dreano,
co-porte-parole du RESU-France

Campagne urgente de soutien financier : 100 000 € pour le convoi !
Xarxa Europea de Solidaritat amb Ucraïna
IBAN : ES15 0081 0065 1400 0241 0846
BIC : BSABESBB
https://solidarityconvoyukraine.com/fr/
À lire en complément, les explications sur ce convoi par deux de ses initiateurs : https://inprecor.fr/caravane-pour-lukraine-en-avant

RACISME D'ÉTAT / MÉRIGNAC

LE CRA, UN INVESTISSEMENT DANS L'ENFERMEMENT DES MIGRANT·ES

Un centre de rétention administrative (CRA) a ouvert ses portes à Mérignac à l'automne 2026 afin de remplacer celui de Bordeaux. 140 places sont ainsi réservées à la détention de personnes dont l'administration ne reconnaît pas le droit de séjourner sur le territoire français.
Au-delà de Mérignac, les CRA organisent partout en France l'enfermement des étrangerEs sans condamnation pénale. Leur fonctionnement et les conditions de détention révèlent une politique fondée sur l'arbitraire et la violation des droits fondamentaux.
L'État accroît encore ses capacités d'enfermement au prix de lourdes dépenses. Face à cette politique, des associations, des syndicats et des organisations politiques se mobilisent pour défendre la liberté et l'accueil.

Un dossier réalisé par Julian Caperan



Les CRA, une aberration juridique et humaine

Enfermer sans condamnation pénale, prolonger la privation de liberté, briser des vies familiales : les CRA font de l'arbitraire administratif une violence quotidienne pour les étrangerEs. Derrière la politique du chiffre, les droits fondamentaux sont piétinés.

Les centres de rétention administrative (CRA) ne sont pas des établissements pénitentiaires : le rôle de ces centres n'est, officiellement, pas punitif. Pourtant, leur architecture et leurs modalités de fonctionnement sont largement inspirées du modèle carcéral.

De faibles fondements juridiques

Initialement limitée à 7 jours, la durée maximale de rétention est portée à 32 jours en 2003, 45 jours en 2011 puis 90 jours en 2018 et enfin 210 jours sous le deuxième quinquennat Macron. Selon la Cimade, plus de 2000 personnes ont effectué l'intégralité des 90 jours de rétention en 2025.
L'enfermement de mineurEs, avant d'être interdit par la loi du 26 janvier 2024, a été fermement condamné plus d'une dizaine de fois par la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH). Notons que cette loi n'est pas encore applicable au CRA de Mayotte, qui continue de détenir des mineurEs.
Rappelons que les CRA constituent un cas d'enfermement légal sans condamnation pénale. Les détenuEs ne passent pas nécessairement par un juge qui prononce leur détention.
De plus, les conditions d'enfermement en CRA sont particulièrement violentes. L'exemple du CRA de Bordeaux est très parlant : implanté dans les sous-sols du commissariat de police, il cumule les contraintes inhérentes à cet emplacement, notamment des conditions d'hygiène dégradées, un accès limité à la lumière naturelle ainsi qu'un environnement souvent perçu comme extrêmement oppressant par les personnes retenues. L'eau chaude est parfois coupée, les toilettes sont insalubres, régulièrement cassées et bouchées. La Cimade dénonce aussi des tentatives de suicide fréquentes. À noter que l'accompagnement médical est insuffisant et qu'il y a peu, sinon pas, d'accompagnement psychologique alors même que l'examen de vulnérabilité effectué en amont de la détention n'est pas fait dans de bonnes conditions et que certainEs détenuEs ont été interpelléEs à leur sortie de l'hôpital psychiatrique.



Des droits humains bafoués

Le principe même de l'enfermement est souvent douteux. Le motif de *« menace pour l'ordre public »* est à l'origine de la quasi-totalité des mesures de détention. La notion est *« laissée tout entière à l'appréciation des préfectures et des juridictions, renforçant l'arbitraire et le caractère aléatoire des décisions »* (Cimade, 2025) et ne prend pas en compte les répercussions sur la vie familiale et notamment celle des enfants.
Cette libre appréciation du motif de trouble à l'ordre public sert une politique du chiffre, aussi inutile qu'inefficace. La France est championne d'Europe du nombre d'OQTF (obligation de quitter le territoire français), pourtant, son taux d'exécution est aussi l'un des plus faibles. Pour 2025, 137 550 mesures ont été prononcées mais seulement 11 % d'entre elles ont été exécutées. En Allemagne, 55 240 mesures ont été prononcées pour un taux d'exécution de 53 %. Un écart de plus de 40 points. Il est difficile de penser que la recrudescence de mesures ait une autre utilité qu'un affichage démagogique de chiffres spectaculaires, dans un paysage politique de plus en plus dominé par l'extrême droite. Ainsi, la Cour des comptes, dans son rapport, indique que sur la période 2019-2024, le nombre d'OQTF délivrées a augmenté de 60 % alors que les effectifs préfectoraux consacrés à l'éloignement et au contentieux des étrangerEs ont crû de 9 %. Elle admet même que l'engorgement des services préfectoraux entraîne *« régulièrement des erreurs de droit face à un cadre juridique particulièrement complexe »* et que ces services rencontrent des difficultés à respecter les délais légaux.
Cette instrumentalisation qui masque les violences physiques et morales des CRA soulève un enjeu plus large de démocratie et de droits humains. Un pays qui se permet d'enfermer des personnes n'ayant commis aucun crime, dont des mineurEs, met gravement en danger la conception même de l'État de droit et de la dignité humaine.

La mobilisation contre le nouveau CRA de Mérignac

Avec ses barreaux et ses grillages pour empêcher toute tentative d'escalade, difficile de différencier le bâtiment d'un centre pénitentiaire. Implanté sur une zone naturelle humide, le CRA de Mérignac a en outre coûté environ 26 millions d'euros, auxquels s'ajouteront 11 millions de dépenses de fonctionnement pour les quatre premières années. Un coût écologique et financier déjà très lourd. Cependant, son coût humain est bien plus dramatique, dans la droite ligne d'une politique de banalisation de la privation de liberté des étrangerEs. Le passage de 20 à 140 places témoigne d'un durcissement sans précédent dans la politique de répression des résidentEs sur le territoire. Face à ce réel problème démocratique et de droits humains, les organisations se sont mobilisées, lors de l'ouverture du CRA le 1er octobre 2026.
Ne pouvant se tenir devant le bâtiment, la mobilisation a lieu à quelques centaines de mètres, sur un rond-point de Mérignac. Seul un bus peut desservir cette zone éloignée du centre de Bordeaux et pourtant, une cinquantaine de personnes sont présentes, pancartes à la main, venant d'associations comme la Cimade, de syndicats, ainsi que de partis de gauche et d'extrême gauche, dont le NPA-A. Nathalie Dugravier, présidente du groupe local de Bordeaux de la Cimade, répond aux questions des quelques journalistes sur place. On distribue des tracts aux automobilistes, qui sont nombreux à s'arrêter quelques secondes le temps de s'informer sur les enjeux de la manifestation.



© Cimade Bordeaux

Plusieurs personnalités des associations locales prennent la parole, à la fois pour dénoncer les conditions indignes de détention et pour défendre une politique d'accueil humaine et universelle. Ainsi, on apprend que dans le centre de rétention de Bordeaux, de nombreux droits sont déjà bafoués, les atteintes au droit à la santé physique et mentale étant parmi les plus récurrentes.
Un moment particulièrement fort marque le rassemblement : l'appel de personnes détenues dans le CRA, que la foule salue avec de grands cris de soutien, aussitôt renvoyés par leurs interlocuteurEs, probablement touchéEs par la mobilisation pour la défense de leurs droits.
Si l'ouverture a bien eu lieu, la mobilisation a permis d'informer un large public de l'existence de ces centres encore largement méconnus et de leurs conditions de détention.

n°822 |12 novembre 2026 | l'Anticapitaliste

MOUVEMENT LYCÉEN

Fichages, intimidations et violences sexuelles : la répression lycéenne augmente encore d'un cran

Face à une mobilisation massive de la jeunesse, le pouvoir intensifie la répression : fichage dans les établissements, censure sur les réseaux sociaux, intimidations et violences policières. Les nombreux témoignages d'agressions sexuelles révèlent la brutalité d'un appareil répressif protégé par l'impunité.

Après les réussites des 6, 13, 17, 24 et 31 octobre, le 5 novembre a fait monter d'un cran la mobilisation en réunissant 1,6 million de personnes dans les rues avec un taux de grève important. La jeunesse doit donc continuer à amplifier le mouvement : le combat continue !

En face, cependant, la répression est en hausse, avec l'usage des hélicoptères et des drones devenu habituel, les arrestations qui ne s'arrêtent pas ou encore les assignations à résidence de militantEs.

Censurer, diviser et faire peur

Sur les réseaux sociaux, également, la censure continue : les vidéos abordant la mobilisation ne sont plus recommandées, les abonnements aux comptes militants sont annulés, et certainEs influenceurEs ont même été misEs en garde à vue pour leur contenu militant.

De même dans les établissements scolaires. Selon les révélations de *l'Humanité*, la secrétaire générale du ministère de l'Éducation nationale a envoyé un mail à l'ensemble des académies pour ordonner de ficher les professeurEs ainsi que les élèves mobiliséEs et de déclarer grévistes les professeurEs refusant le distanciel.

Le gouvernement tente de diviser le mouvement de la jeunesse et celui des travailleurEs, et de faire pression sur les lycéenNEs en passant par la peur administrative de leurs parents.

De nombreuses agressions sexuelles

Mais ces attaques ne s'arrêtent pas là. Depuis le début de la mobilisation de la jeunesse, 15 manifestantEs, dont 12 de moins de 20 ans et 6 mineurEs, ont témoigné avoir été victimes d'agressions sexuelles en garde à vue ou durant les mobilisations de la part des forces de police. Attouchements, matraques en direction de l'anus ou de la bouche, fouilles insistantes dans les sous-vêtements… et pourtant, les forces de « l'ordre » osent encore sortir l'excuse du geste involontaire ou de la maladresse, même si, la plupart du temps, elles n'ont pas à s'inquiéter d'être tenues responsables : le pouvoir les protégera, qu'elles se défendent ou non.

Cette impunité policière n'est pas nouvelle et va en s'aggravant avec la proposition de loi « permis de tuer ». Il est honteux qu'une telle violence sur des personnes si jeunes reste impunie ! Les meurtres policiers sont ignorés, la répression niée, et les comportements policiers invisibilisés. À bas cet État policier, raciste et sexiste !

Jeunesses anticapitalistes du NPA-A

À lire sur le site

Hérault. Projet minier d'extraction de lithium : ni ici ni ailleurs !

Orléans. Y en a marre… de Grouard !

Grenoble. Un olivier contre l'armement de l'État d'Israël



FÉMINISME

Une vitrine vaut-elle plus qu'une femme ?

« Il aurait mieux valu être une vitrine qu'une femme agressée. » Cette formule exprime une colère féministe : les dégradations entraînent une réponse pénale rapide, quand les victimes de VSS affrontent silence, culpabilisation et lenteur judiciaire.

Après les mobilisations d'octobre, les comparutions immédiates se sont multipliées, Darmanin appelant les parquets à être « impitoyables ». Des jeunes ont été condamnéEs à de la prison ferme, des avocatEs ont dénoncé la précipitation des procédures.

Sévérité pour les uns, impunité pour les autres

Malgré les 32 accusations de violences sexuelles et de viol contre le chanteur, Patrick Bruel était au Parc des Princes le 20 octobre. Comment conserve-t-il une visibilité publique quand des personnes interpellées pour des « pillages », parfois pour une simple boîte de lait infantile, sont jugées et incarcérées ?

Cette comparaison révèle une hiérarchie de l'attention et de la crédibilité : les biens sont identifiables, contrairement aux violences patriarcales, commises dans l'intimité et dans le cadre de rapports de pouvoir. Dépendance économique et manque de logements empêchent des femmes de fuir un conjoint violent. La lutte féministe est indissociable de celle contre l'austérité : hébergements, professionnelLEs forméEs, prévention et accompagnement nécessitent des services publics renforcés.

Une peine de prison pour chaque VSS ?

La comparaison comporte un piège : croire que la justice serait satisfaisante si les auteurEs de violences sexuelles étaient condamnéEs aussi vite et durement que les personnes arrêtées après une manifestation. Dénoncer l'impunité patriarcale ne nous oblige pas à réclamer davantage de répression. Défendre les personnes poursuivies ne minimise pas les violences faites aux femmes. Le féminisme ne choisit pas entre protection des victimes et libertés collectives.

La prison ne supprime ni le patriarcat ni les rapports de domination. Elle frappe les classes populaires, précaires et racisées, tandis que les plus puissantEs échappent plus facilement aux conséquences de leurs actes.

Cela ne signifie pas renoncer aux sanctions : les auteurEs doivent être tenuEs responsables, mais la prison ne garantit ni prévention, ni réparation, ni logement, ni soins.

Prévenir, protéger, réparer et transformer

Il faut d'autres réponses : hébergements, soutien financier, accompagnement juridique et psychologique, prévention et protection contre les représailles. La critique anticarcérale ne doit pas imposer aux victimes de pardonner, de se taire ou de renoncer à porter plainte : elles choisissent leurs démarches et doivent être protégées.

Vie chère, services publics dégradés, inégalités de classe et violences patriarcales découlent d'une société inégalitaire. La réponse n'est pas une prison plus efficace, mais la contestation des priorités de l'État et la construction de solidarités.

Une vitrine n'est pas une femme ; une dégradation n'est pas une agression. Nous voulons moins d'impunité face aux violences patriarcales, pas la prison comme horizon politique. Nous voulons prévenir, protéger, réparer et transformer.

Commission nationale d'intervention féministe

Plus que jamais, se mobiliser le 25 novembre !

Cela fait des mois qu'ont lieu des initiatives de rue contre les violences faites aux femmes et aux enfants. La loi votée à l'Assemblée a vu ses maigres avancées rabotées par le RN et la droite. Inversons le rapport de force en prévision du passage au Sénat en janvier ! Et la mobilisation sociale actuelle ouvre des possibilités… Grève féministe appelle à l'action mercredi 25 et samedi 28 novembre. Préparons partout cette échéance !

ÉCOLOGIE

Mobilisation contre un supercalculateur IA à Bonneveau

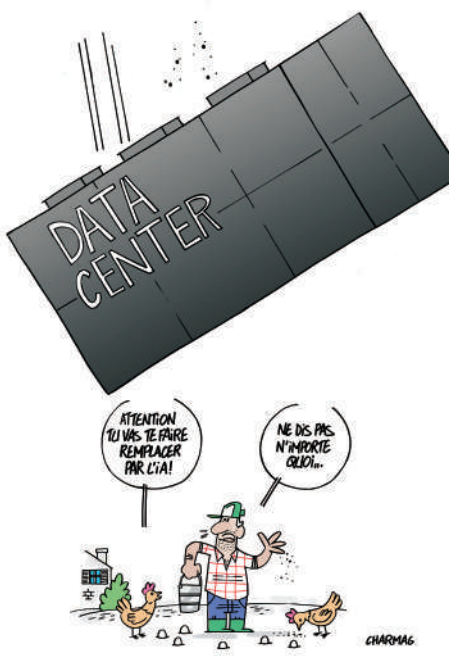
Sur l'ancienne friche papetière de Bessé-sur-Braye et de Bonneveau, un projet de supercalculateur dédié à l'intelligence artificielle suscite l'inquiétude. Consommation d'électricité et d'eau, nuisances, opacité des autorisations : les habitantEs s'organisent pour obtenir l'arrêt des travaux.

Samedi 31 octobre, la cour de l'ancienne école de Bonneveau est pleine. Un écran de télé y a été installé pour diffuser les échanges qui ont lieu dans la salle comble. 170 personnes ont répondu à l'appel du collectif citoyen ViVantes, qui entend informer la population sur le projet de supercalculateur IA dont la construction a démarré en catimini en juillet dernier.

En 2019, la fermeture de la papeterie industrielle Arjowiggins, située sur les communes de Bessé-sur-Braye (Sarthe) et de Bonneveau (Loir-et-Cher), a laissé près de 700 salariéEs sur le carreau. L'implantation de l'entreprise Manycare sur une partie de la friche n'a fourni que la moitié des 250 emplois promis. C'est dans ce contexte qu'Eclairion propose son projet de supercalculateur en 2025. Dans la foulée, 150 nids d'hirondelles sont détruits sur le site, sans les autorisations obligatoires. À l'été 2026, les riverainEs se rendent compte que des travaux ont démarré sur le site. Après quelques recherches, iels trouvent le permis de construire, mais aucune trace d'autorisations environnementales.

Un bilan négatif

Eclairion annonce l'implantation d'un supercalculateur, dédié à l'IA générative, d'une puissance comprise entre 66 et 150 mégawatts, mais a déclaré n'avoir besoin que de 19,5 mégawatts — pour rester sous le seuil des 20 mégawatts qui dispense des autorisations environnementales. 150 mégawatts, c'est 150 000 radiateurs électriques de 1 000 watts en fonctionnement continu. C'est environ 20 % de la puissance d'un réacteur nucléaire. Il faut puiser dans les cours d'eau et dans les nappes phréatiques pour refroidir



les infrastructures dès que la température extérieure est supérieure à 23 °C.

InquietEs, des habitantEs s'organisent en collectif et sollicitent Attac et France Nature Environnement. C'est ainsi qu'iels apprennent qu'Eclairion n'en est pas à son coup d'essai. Un de ces énormes centres de données est déjà implanté à Bruyères-le-Châtel, en région parisienne, et un autre projet est à l'arrêt à la suite de recours en justice déposés par les deux associations dans la Drôme. À Bruyères-le-Châtel, les constats sont inquiétants : pas de création d'emplois locaux, mis à part pendant la construction, pas d'impact positif pour les commerçantEs, baisse du foncier, bruit jour et nuit.

Des recours face à l'opacité

Devant ce qui semble être des irrégularités importantes, des recours sont déposés pour contraindre Eclairion à demander les autorisations environnementales nécessaires à la poursuite du projet. Le collectif poursuit ses investigations. Il découvre ainsi qu'Eclairion a demandé des dérogations pour ne pas récupérer et valoriser la chaleur fatale et être dispensé de l'installation de panneaux solaires.

Si certainEs invoquent une nécessaire souveraineté informatique de la France pour défendre les 354 centres de données déjà en fonctionnement ou en projet, cet argument ne tient pas pour Eclairion. L'entreprise est propriétaire des murs, mais loue les infrastructures à des entreprises internationales. Les retombées en termes d'emploi sont nulles, car les entreprises colocataires, comme les nomme Eclairion, viennent avec leurs propres employéEs.

En termes de financement, des questions se posent aussi. Un des principaux financeurs est Tikehau, fonds d'investissement récemment épinglé par Mediapart pour son utilisation d'argent public et sa proximité avec la macronie. En 2023, Macron présentait le développement de l'IA comme une priorité nationale à l'horizon 2030. On peut donc s'inquiéter des subventions qui pourraient être accordées par l'État.

Une pétition est actuellement en cours pour réclamer l'arrêt de la construction : Non au supercalculateur IA à Bessé-Bonneveau : https://agir.greenvoice.fr/petitions/non-supercalculateur-ia-besse-bonneveau

B. L.

Culture

ESSAI

Palestine errante, de Rima Hassan

La Fabrique éditions, 2026, 128 pages, 14 €.

Rima Hassan, juriste en droit international, fondatrice de l'Observatoire des camps de réfugiéEs, militante et députée européenne, raconte dans *Palestine errante* l'exil de sa famille et ces terres dont la mémoire habite encore des générations de réfugiéEs.

Un voyage intime et intergénérationnel

Née dans le camp de réfugiéEs palestiniens de Neirab en Syrie, descendante d'une famille chassée de Palestine lors de la Nakba de 1948, Rima Hassan porte l'héritage de l'histoire familiale. Ce livre naît d'ailleurs des mots de sa mère : avant de mourir, elle exprime le souhait de retourner au camp. Pas en Palestine, mais dans ce lieu d'exil devenu, paradoxalement, un peu chez elle et celui, surtout, où reste sa famille. À travers ses déplacements dans les camps palestiniens du Liban, de Jordanie et de Syrie, puis son retour, longtemps redouté, à Neirab, l'autrice entreprend un voyage intime, en s'efforçant de faire revivre ce souvenir transmis de génération en génération. Elle donne une profondeur humaine à une réalité souvent réduite aux chiffres, aux négociations diplomatiques et aux déclarations internationales : celle de millions de PalestinienNEs privés du droit de retrouver leur terre, mais qui continuent à la faire vivre, ailleurs.

Interroger l'ordre qui a rendu l'exil permanent

Dans *Palestine errante*, l'exil n'est pas abstrait. Le camp, lui, et malgré sa violence, devient un lieu de transmission et de résistance à l'effacement, source de joies parfois, que certainEs, comme son père, se refusent à quitter. Il dit à sa fille : *« Je suis quelqu'un et parmi les miens ici. Vous,* [en Europe] *vous êtes seuls. »* Rima Hassan évoque le paradoxe de ces lieux, dont la pérennité des installations dément le caractère temporaire, transitoire, et marque la volonté de ne pas « avancer » en s'installant ailleurs, dans l'espoir toujours du retour. Ce témoignage personnel est également une réflexion politique : parler du retour, c'est interroger l'ordre territorial qui a rendu l'exil permanent. Rima Hassan insiste ainsi sur la nécessité de repenser l'avenir de la Palestine, du Jourdain à la mer, sur le fondement de l'égalité des droits.

Palestine errante pose une question essentielle : que reste-t-il d'un peuple arraché à sa terre, sinon la volonté obstinée de continuer à exister et à résister ? Peut-on construire une paix durable en demandant aux victimes de renoncer à leur identité et à leur droit au retour ? L'errance palestinienne est le résultat de choix politiques. Tant que le droit au retour restera une promesse inaccessible, la Palestine continuera de voyager avec celles et ceux qu'on a contraintEs à la quitter.

Cyrielle L. A.



HISTOIRE

Il y a 100 ans, le 8 novembre 1926, Gramsci est arrêté

Antonio Gramsci est député communiste. Il est arrêté, comme tant d'autres, alors qu'il vient de préparer l'opposition aux lois liberticides soumises au vote de la Chambre le lendemain. Cette date marque un seuil dans la fascisation de l'État italien.



Antonio Gramsci par Cyrielle L. A.

Mussolini a été nommé président du Conseil par le roi en 1922, après avoir transformé son mouvement en parti politique, le PNF (Partito nazionale fascista), tout en maintenant les attaques des Chemises noires contre les organisations ouvrières et paysannes, les bourses du travail, les grèves. Elles bastonnent et assassinent leurs adversaires. Les fascistes recueillent 20 % aux élections de mai 1921, moins que le Parti socialiste avec ses 25 %. C'est pourtant Mussolini qui est appelé à gouverner, soutenu par la grande bourgeoisie : banquiers, industriels et propriétaires agricoles veulent achever la destruction des organisations populaires.

Instauration par étapes de la dictature fasciste

Les 18 premiers mois, Mussolini affermit sa mainmise sur l'État en respectant formellement les institutions, tout en écartant les fonctionnaires hostiles. Il crée le « Grand Conseil fasciste » qui rassemble le gouvernement et la direction du parti, et qui devient le vrai centre de pouvoir, et crée une Milice. Les arrestations de communistes se multiplient, 40 000 cheminots sont licenciés.

la-breche.com
la librairie La Brèche
27, rue Taine, Paris 12e

Une modification des règles électorales donne aux fascistes la majorité absolue aux élections de 1924, à l'issue d'une campagne largement financée par le patronat et durant laquelle ils ont multiplié les agressions contre les autres listes.
Mais la Chambre rechigne à légaliser les pleins pouvoirs, et l'assassinat par les fascistes du socialiste Matteotti provoque une levée de boucliers de toute l'opposition démocratique. Mussolini finit par désavouer ce crime, mais fournit 100 000 fusils à la Milice, les fascistes dévastent les locaux des opposants, même des plus modérés. Ils réclament la dictature fasciste ouverte.

Les masques tombent en 1925

Des journaux sont saisis, sont dissoutes 25 organisations, 120 associations, les bourses du travail. Les syndicats, qui ne sont pas encore supprimés, sont persécutés et paralysés par le monopole des syndicats fascistes, seuls reconnus par les patrons.
Enfin, en 1926, les lois fascistissimes adoptées suppriment toutes les libertés, le droit de grève, liquident les syndicats, instaurent une police politique qui arrête les dirigeants de gauche encore présents en Italie et déchoient de leurs mandats les 123 députés de l'opposition, dont Gramsci.
L'instauration de la dictature, si elle s'est appuyée sur les violences des Chemises noires, a suivi formellement des voies tout à fait légales et, pour arriver là, a reçu le soutien des forces bourgeoises italiennes.

Gramsci, militant théoricien

Gramsci, un des théoriciens marxistes les plus brillants du siècle, est aussi un militant dans l'action, celui qui a joué un rôle si important à Turin en faveur des conseils ouvriers pendant les années révolutionnaires du Biennio Rosso (1919-1920) en animant le journal *l'Ordine Nuovo*.
Il va être emprisonné jusqu'à sa mort en 1937. Critique de l'évolution bureaucratique de la direction stalinienne, il est isolé, il a peu de papier, peu d'accès aux livres, mais produit sous la censure durant ces dix années les *Cahiers de prison*, une somme de réflexions sur la société, la politique, avec les notions nouvelles de « société civile », d'« hégémonie », car pour lui la révolution passe par une préparation idéologique, la victoire dans la bataille des idées.

Patrick Le Moal

Vie du NPA-l'Anticapitaliste

#ANTIFA2027

Succès pour le meeting parisien du NPA-l'Anticapitaliste !

Mercredi 4 novembre, plus de 500 personnes se sont rendues à la Bellevilloise, à Paris, pour participer à notre meeting.

À la veille du 5 novembre, grande journée de mobilisation qui a réuni 1,6 million de personnes dans les rues, ce meeting arrivait à point nommé pour se donner de l'énergie et créer des liens les unEs avec les autres !

La jeunesse a ouvert une brèche

Si la discussion a bien sûr porté sur la future élection présidentielle, c'est d'abord la situation sociale et politique qui a dominé le meeting. Nos camarades des Jeunesses anticapitalistes sont ainsi revenuEs sur la mobilisation lycéenne qui entraîne maintenant l'ensemble de la société. Ces semaines de mobilisation ont permis à toute une génération de se faire entendre : tant mieux !
« On a passé notre vie à regarder le système capitaliste détruire la planète et les êtres vivants. Maintenant on a l'impression de n'avoir plus rien à perdre, on est simplement impatientEs de pouvoir penser et organiser une alternative radicale à ce système. C'est extrêmement beau de voir l'espoir renaître dans la jeunesse, décidée à se réapproprier son avenir et à contester des décennies de démocratie piétinée. »
Jo, Jeunesses anticapitalistes



Photothèque Rouge – CC

Internationalistes et antiracistes

Les interventions d'Omar Alsoumi pour Urgence Palestine et de Samia El Khalfaoui pour Save furent aussi l'occasion de rappeler que cette mobilisation lycéenne, puis étudiante et interprofessionnelle, est éminemment politique et connectée avec les luttes internationalistes et antiracistes. Et après l'attentat raciste à Trappes, il y a urgence à se mobiliser le 14 novembre contre le retour, au Sénat cette fois, de la loi « permis de tuer ».

Construire la grève générale pour tout changer

Mais pour aller plus loin et continuer à construire, nos porte-paroles Christine Poupin et Olivier Besancenot sont revenus sur l'importance de la construction de la grève générale et d'un mouvement de masse capable de renverser cette société et de la transformer en profondeur.
« Il n'y a jamais eu aucun changement réel de la société sans une irruption massive de centaines de milliers, de millions d'exploitéEs et d'oppriméEs sur le devant de la scène politique. Donc oui, je le redis, ce qui manque dans ce pays, c'est une bonne vieille grève générale, massive, radicale et subversive ! »
Olivier Besancenot, NPA-l'Anticapitaliste

Antifascistes, tant qu'il le faudra !

Mais la question présente dans tous les esprits est celle des effets à long terme de ce mouvement, notamment sur la séquence politique qui va s'ouvrir. Virons Macron et son monde, oui ! Mais pour la suite ? Si ce mouvement est la meilleure chose qui pouvait nous arriver, la menace de l'extrême droite au pouvoir en 2027 reste toujours présente.
Bally Bagayoko, maire de Saint-Denis, était présent : c'est un vrai point d'appui pour la continuité de notre travail commun dans le 93, mais aussi à l'échelle nationale avec La France insoumise.
« Il faudra battre Marine Le Pen à la présidentielle. Gagner, ça nécessite de construire l'unité, la mobilisation de toutes les forces, de ne pas se payer le luxe de la division. C'est le choix qu'a fait le NPA-A en ne présentant pas de candidat. »
Christine Poupin, NPA-l'Anticapitaliste
De quoi se motiver toustes pour continuer le combat !

Auréliane Abitbol

◂ Meeting à revoir sur YouTube sur la chaîne du NPA-l'Anticapitaliste

ÉTATS-UNIS «Ces élections de mi-mandat ont été parmi les plus spectaculaires et les plus déterminantes de ces cinquante dernières années»

Entretien *avec* ***Dan La Botz****, correspondant de l'Anticapitaliste hebdo aux États-Unis et militant de Democratic Socialists of America (DSA), après les élections de mi-mandat du 3 novembre et la défaite historique de Trump et du Parti républicain.*



Dan La Botz par Cyrielle L. A.

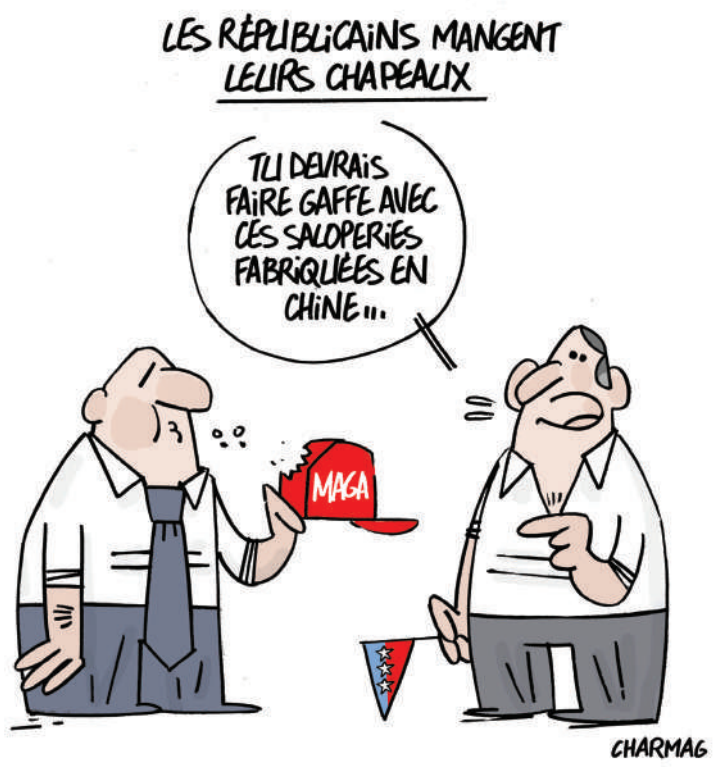
Quels sont les principaux enseignements des résultats des élections de mi-mandat ?

Le peuple étatsunien a battu Trump ! Les élections de mi-mandat du 3 novembre 2026 ont été parmi les plus spectaculaires et les plus déterminantes de ces cinquante dernières années. Les Démocrates ont écrasé les Républicains, les devançant de 13 points en moyenne à l'échelle du pays. Ils ont remporté des victoires dans le Sud et le Midwest, dans des États qui étaient depuis des années, voire des décennies, des bastions républicains, comme le Texas, la Caroline du Nord, la Caroline du Sud, l'Ohio et le Kansas. Au 6 novembre, les Démocrates contrôlent 54 des 100 sièges du Sénat et détiennent 253 sièges à la Chambre des représentantEs, contre 176 pour les Républicains.

Les Démocrates ont battu Trump dans toutes les catégories de population

Dans chaque groupe social, la majorité a voté contre Trump pour les mêmes raisons : la hausse des prix provoquée par ses droits de douane et sa guerre contre l'Iran ; l'opposition aux raids violents de la police de l'immigration et des douanes (ICE) contre les populations immigrées ; la corruption de Trump, qui enrichit sa famille et ses amiEs alors que la population traverse des difficultés.
Les Démocrates ont battu Trump dans toutes les catégories de population, même si les femmes, les jeunes, les NoirEs et les Hispaniques ont joué un rôle décisif dans leur victoire. Démocrates et Républicains ont chacun recueilli la moitié des voix des électeurEs blancHEs, mais les Démocrates ont obtenu 80 % des voix des électeurEs noirEs, 70 % de celles des Asiatiques, 65 % de celles des Hispaniques et 61 % du vote des femmes..





Les manifestations ont mobilisé des millions de personnes, préparant le terrain à la victoire des Démocrates

Les mobilisations combatives contre l'ICE à Minneapolis, où deux manifestantEs de nationalité étatsunienne avaient été tuéEs, ainsi qu'à Chicago et à Los Angeles, ont montré à quel point la population rejetait les attaques de l'ICE contre les populations immigrées.
Quant aux manifestations No Kings, elles ont mobilisé des millions de personnes dans des milliers de villes et de localités à travers le pays, préparant le terrain à la victoire électorale des Démocrates.

Le Parti démocrate a-t-il changé au cours de la préparation de ces élections ?

La cruauté de Trump a poussé des personnes animées par des idéaux à se présenter sous l'étiquette démocrate. Plusieurs pasteurEs protestantEs ont été candidatEs à la Chambre des représentantEs ou au Sénat. Contrairement aux chrétienNEs évangéliques qui soutenaient Trump, ces membres du clergé des grandes Églises protestantes historiques sont des libéraux ou des progressistes, horrifiéEs par l'immoralité de Trump. Par exemple, Adam Hamilton, pasteur de l'Église méthodiste unie au Kansas, a remporté l'élection sénatoriale : c'est le premier Démocrate à y parvenir depuis 1932.
De même, une douzaine de personnes travaillant dans la santé publique — médecinEs, épidémiologistes, infirmierEs, responsables de services —, en colère contre les attaques de Trump visant les institutions de santé publique et les organismes scientifiques, se sont présentées au Congrès. Parmi les candidatures issues de ce milieu, la médecin Amy Acton a été élue gouverneure de l'Ohio. Ce qu'il faut retenir, c'est qu'il ne s'agissait pas de professionnelLEs de la politique, mais de personnes qui, en fonction de leur métier, ont estimé qu'elles et ils devaient s'engager en politique.

Malgré leur progression, les DSA et les autres progressistes auront du mal à peser sur les orientations du Parti démocrate

Les Democratic Socialists of America (DSA), qui comptent environ 130 000 membres et présentent des candidatEs au sein du Parti démocrate, ont obtenu de bons résultats. Avec six sièges supplémentaires à la Chambre des représentantEs, l'organisation dispose désormais de huit sièges sur les 435 que compte cette assemblée.
Mais les DSA vont maintenant se retrouver face aux Démocrates conservateurs et modérés, qui ont remporté beaucoup plus de sièges dans des circonscriptions auparavant républicaines. Les DSA et les autres progressistes auront donc du mal à peser sur les orientations du Parti démocrate.

Quelles sont les perspectives politiques après ces élections ?

Trump reste président et commandant en chef des forces armées. Comme il le fait depuis deux ans, il continuera à gouverner par décrets présidentiels, sans passer par le Congrès. Mais les Démocrates peuvent rédiger et adopter des lois sur le budget, la santé et l'éducation, auxquelles Trump opposera son veto. Ils ne disposeront pas de la majorité des deux tiers nécessaire pour passer outre, mais ils pourront contraindre les Républicains à prendre publiquement position contre des programmes sociaux bénéficiant à la majorité des ÉtatsunienNEs.

Trump reste président et commandant en chef des forces armées et il continuera à gouverner par décrets présidentiels

Les Démocrates peuvent également utiliser le pouvoir du Congrès d'assigner des personnes à comparaître et d'exiger la communication de documents pour enquêter sur la corruption de l'administration Trump. La Chambre pourrait à nouveau mettre Trump en accusation dans le cadre d'une procédure de destitution, comme elle l'a déjà fait à deux reprises. Mais les Démocrates ne disposeraient toujours pas, au Sénat, de la majorité des deux tiers nécessaire pour le condamner. En 2028, Trump ne pourra pas se représenter à la présidence, et son vice-président, J. D. Vance, ainsi que les autres dirigeantEs républicainEs seront discréditéEs par leur association avec lui. Il leur faudra une nouvelle candidature, aux positions moins réactionnaires.

Nous aurons besoin du mouvement syndical et des mouvements sociaux dans la rue pour imposer des mesures progressistes

Après leur victoire écrasante aux élections de mi-mandat, les Démocrates aborderont la présidentielle de 2028 avec un avantage. Ils disposent de plusieurs candidatEs potentielLEs, comme le gouverneur de Californie Gavin Newsom, un modéré, et le gouverneur de l'Illinois J. B. Pritzker, un libéral. Alexandria Ocasio-Cortez pourrait se présenter avec le soutien des DSA, mais, en tant que femme, Latina et figure de proue de la gauche électorale, elle aurait fort à faire pour être élue.
Nous aurons besoin du mouvement syndical et des mouvements sociaux dans la rue pour imposer des mesures progressistes.

Propos recueillis et traduits par la rédaction

Suis-nous

linktr.ee/lanticapitaliste
lanticapitaliste.org
NPALanticapitaliste
l_anticapitaliste
Lanticapitalis1
anticapitaliste.presse
lanticapitaliste

Retrouve-nous

Sur notre chaine YouTube L'Anticapitaliste,
le média du NPA : vidéos, émissions, reportages, entretiens sur l'actualité des luttes avec celles et ceux qui les font !

Découvre notre presse

Profite de notre promotion d'essai :
12 € = 3 mois d'hebdo
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

Et chaque mois, l'Anticapitaliste — la revue

Le n° 176-177 est disponible
Pour te le procurer, tu peux envoyer un chèque de 5 euros à l'ordre de NSPAC à : l'Anticapitaliste, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil cedex.



Abonne-toi

Soutiens la presse anticapitaliste et reçois l'Anticapitaliste chez toi le vendredi !
Découvre toutes nos offres d'abonnement sur notre site (6 mois, 1 an ou à durée libre).

Contacte-nous

Pour faire remarques et observations, envoyer des photos ou des articles, écris-nous à :
redaction@lanticapitaliste.org

Dis-nous

Un problème avec ton abonnement ? Il arrive trop tard dans ta boîte ? Fais-le nous savoir à :
diffusion@lanticapitaliste.org